



Présidentielle 2022: la dette publique évacuée de la campagne

Finis le débat enflammé sur la gestion de la «dette Covid» ou sa possible annulation: à l'approche de l'élection présidentielle, la question du rétablissement des comptes publics ne fait pas recette dans la campagne, au moment où les enjeux de pouvoir d'achat et de sécurité dominant.

La dette publique française atteignait 112,9% du PIB en 2021, et le déficit public 6,5%, selon les chiffres publiés mardi par l'Insee.

Une absence de débat dans la campagne qui rejoint les préoccupations exprimées par les Français. Selon un sondage du 16 mars Opinionway-Kéa Partners pour Les Echos et Radio classique, 22% des électeurs citent la dette et les déficits comme un sujet qui comptera pour eux au moment de voter. Loin derrière le pouvoir d'achat (63%), la protection sociale (37%) ou la sécurité (37%) notamment.

Le sujet «a disparu parce que je pense que les Français ont été étonnés du 'quoi qu'il en coûte' et maintenant ils se disent que les gouvernants ont l'air de trouver de l'argent, qui est en fait de la dette, sans trouver cela très problématique», analyse l'économiste Alain Trannoy.

Dans leur discours, les candidats semblent transmettre l'idée «qu'on peut repousser à demain — et plutôt à après-demain — le remboursement des dettes», en mettant en avant les dépenses nécessaires pour la santé, la défense, l'éducation, etc, ajoute-t-il.

Dans leurs programmes, les principaux candidats évoquent bien la situation des finances publiques, promettant à droite, à l'extrême droite et du côté d'[Emmanuel Macron](#), de ramener le déficit à 3% du PIB ou en dessous durant le prochain quinquennat, [Valérie Pécresse](#) étant la plus offensive en la matière.

[Jean-Luc Mélenchon](#) règle lui la question en projetant de faire annuler la dette publique détenue par la Banque centrale européenne, tandis que Yannick Jadot assure que son projet «améliore la situation budgétaire» en 2027 «par rapport à la trajectoire budgétaire» actuelle du gouvernement.

«On retrouve un discours sur la nécessité de réduire le déficit et de reprendre le contrôle de la dette à droite et chez [Emmanuel Macron](#), mais ça n'est qu'un discours, avec des programmes qui ne permettront jamais d'atteindre cet objectif», estime ainsi François Ecalte, ancien magistrat de la Cour des comptes et fondateur du site Fipeco.

«Tout le monde a intérêt à mettre le sujet sous la table» car, pour réduire drastiquement le déficit public, «il faudrait une politique d'austérité», alors que «l'enjeu principal aujourd'hui c'est d'engager la transition écologique», estime Henri Sterdyniak, membre du collectif Les Economistes Atterrés.

Milliards qui «tombent du ciel»

Les candidats tablent sur la croissance pour créer de l'emploi et davantage de recettes. «C'est à chaque fois le même argument, déjà employé par François Hollande, Nicolas Sarkozy. Mais ce sont des scénarios toujours optimistes», juge Alain Trannoy, qui pointe aussi l'imprécision des promesses récurrentes de lutte contre la fraude ou de simplification de l'administration.

Le «quoi qu'il en coûte» a changé la perception des Français comme de la classe politique depuis le précédent scrutin du 2017. «On a pris l'habitude de voir les milliards tomber du ciel», souligne aussi François Ecalle.

Symptôme évident: les effectifs de la fonction publique. Quand François Fillon promettait en 2017 d'en couper 600.000, [Valérie Pécresse](#) ne promet plus qu'une baisse de 150.000 et [Emmanuel Macron](#) ne s'engage plus sur un objectif en la matière.

Le «quoi qu'il en coûte a été compris maintenant par une grande partie de gens comme le fait que l'argent il y en a, il suffit de demander», critique de son côté Philippe Ansel, économiste pour la Fondation Concorde, think tank libéral et pro-entreprise.

«On voit mal comment maintenant un gouvernement pourra résister à des demandes de telle ou telle catégorie de la population», ajoute-t-il.

«L'enjeu de la dette lui-même n'est pas forcément majeur tant que la zone euro fait preuve d'un esprit de coopération. Ce qui est plus ennuyeux, c'est d'avoir un déficit si élevé», nuance toutefois Alain Trannoy.